

# LES FEMMES EN 1914-1918 : LE DÉBUT D'UNE ÉMANCIPATION ?

Ghislaine Toutain

17/09/2014

**Quel rôle pour les femmes pendant la guerre ? Celle-ci a-t-elle contribué à l'émancipation des Européennes ? Ghislaine Toutain présente les grandes lignes du débat organisé à la Fondation sur ce thème, en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert.**

En août 1914, un mois après l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et de son épouse, l'Europe a basculé dans la guerre, où elle entraînera le reste du monde. La Serbie le 25 juillet, la Russie le 30 juillet, l'Autriche-Hongrie dans la nuit du 30 au 31 juillet, la Belgique le 31 juillet, l'Allemagne et la France le 1<sup>er</sup> août ont appelé à la mobilisation générale. Le 4 août, le Royaume-Uni décide à son tour d'entrer en guerre et d'envoyer un corps expéditionnaire aux côtés des Français. De Vevey, en Suisse, où il est en vacances, Romain Rolland dira que « cette guerre européenne est la plus grande catastrophe de l'histoire depuis des siècles, la ruine de nos espoirs les plus saints en la fraternité humaine »[\[1\]](#).

En 2014, l'Europe – et particulièrement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – mais aussi l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et beaucoup d'autres pays[\[2\]](#) commémorent le centième anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, mais aussi, dans leur ensemble, ces quatre années terribles qui ont bouleversé de façon tragique l'ordre établi et ont ouvert la porte du XX<sup>e</sup> siècle[\[3\]](#).

La Fondation Jean-Jaurès est au rendez-vous de cette commémoration hors du commun, notamment au travers de la célébration du centième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914[\[4\]](#). Cette célébration est l'occasion de rappeler l'importance de l'œuvre du leader et député de la SFIO et de son action au sein de l'Internationale socialiste (IS) pour maintenir à tout prix la paix alors que la guerre avançait inexorablement. Le 29 juillet 1914, dans la salle du Cirque royal de Bruxelles, devant les leaders de l'IS réunis, il prononcera son dernier discours et il aura ces mots restés célèbres : « Hommes humains de tous les pays, voilà l'œuvre de paix et de justice que nous devons accomplir »[\[5\]](#). En honorant la mémoire de Jaurès, la Fondation entend aussi montrer la modernité de sa pensée politique, ou tout au moins tirer de son œuvre à la charnière de deux

siècles (le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup>) des analyses parallèles avec l'entrée dans le XXI<sup>e</sup>.

## Quel rôle pour les femmes pendant la guerre ?

Dans le cadre du colloque que la Fondation Jean-Jaurès co-organise avec la Fondation Friedrich Ebert le 26 septembre 2014 à Paris intitulé « Les femmes pendant la guerre de 1914-1918 ou un siècle d'histoire d'émancipation des femmes en Europe », nous retiendrons l'un des rares articles que le député du Tarn a consacré au « droit des femmes à l'égalité »<sup>[6]</sup>. Il y affirme la nécessité « d'instituer le droit de suffrage aux femmes... ce qui sera un moment important de l'évolution sociale ». Comme le note Marion Fontaine dans la présentation de ce texte, « c'est peu, mais pour son époque, c'est déjà beaucoup ! ».

Ce colloque ouvert s'inscrit dans le contexte des commémorations du centenaire de la Grande guerre. Il est d'ailleurs placé sous le haut patronage de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale<sup>[7]</sup>. Soulignons aussi le caractère remarquable de la coopération d'une fondation allemande et d'une fondation française sur un thème relatif à la Première Guerre mondiale, alors que, comme le note Joseph Zimet, directeur général de la Mission du centenaire, dans son rapport<sup>[8]</sup>, « force est de constater que les enjeux de mémoire de la Première Guerre mondiale, contrairement à la France, n'ont jamais occupé les devants de la scène en Allemagne, où la recherche savante, pourtant féconde, n'ajamais provoqué de véritable débat au sein de la société allemande autour des enjeux de la Grande guerre ».

Pour autant, les deux fondations ont choisi de rappeler et d'analyser ensemble le rôle qu'ont joué les femmes tout au long de ce conflit sans précédent, par ailleurs thème assez peu abordé, semble-t-il, au cours des manifestations qui vont marquer ce centenaire. Comme d'ailleurs, soulignons-le au passage, dans de nombreux ouvrages historiques encore aujourd'hui, à l'exception heureuse de livres d'historiennes, à l'image en France de Françoise Thébaud, Michelle Perrot ou encore Evelyne Morin-Rotureau<sup>[9]</sup>.

Ce colloque sera particulièrement ciblé sur les femmes en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne. Dans ces trois pays en conflit, le quotidien de la vie des femmes va être bouleversé pendant ces quatre années terribles où les hommes seront au front. Alors que la guerre s'éternise, répondant à l'appel des dirigeants, les femmes, même les féministes, vont rejoindre « l'union sacrée ». Elles vont « remplacer » les hommes<sup>[10]</sup> et assurer le fonctionnement de leur pays, à l'usine – dans celles d'armement, en France, on les appelle les « munitionnettes » – dans les champs, dans les hôpitaux – on les appelle les anges blancs –, dans les administrations publiques ou encore dans les transports. Elles seront ainsi obusières, conductrices de tramways, cantonnières,

agricultrices, maréchaux-ferrants, gardes champêtres, bouchères, infirmières et aussi institutrices dans les classes de garçons du primaire et du secondaire. Quel que soit le domaine où elles sont employées, les conditions de travail des femmes sont très dures. À l'usine, elles sont souvent sous-payées et la journée de travail est longue. Dans les campagnes, les paysannes s'épuisent à faucher, rentrer les foins, moissonner.

Qu'elles travaillent ou non, la plupart d'entre elles doivent élever seules leurs enfants, patienter pour obtenir de quoi nourrir la famille, vivre dans l'angoisse de l'annonce de la perte de leur mari, de leur frère ou de leur père. Dans le nord et l'est de la France, la population vit difficilement sous le contrôle de la présence allemande (réquisitions, déportations de jeunes filles en Allemagne notamment). De nombreuses femmes furent victimes de violences (viols notamment), d'ailleurs « plus pendant l'invasion que sous l'occupation », comme le note Françoise Thébaud[11].

Certaines pousseront loin le patriotisme, comme en Grande-Bretagne Edith Cavell, infirmière britannique fusillée en 1915 pour haute trahison par les Allemands pour avoir permis l'évasion de Belgique, alors sous occupation allemande, de centaines de soldats alliés. En France, Louise de Bettignies organisera sous le nom d'Alice Dubois le principal réseau d'information au service de l'*Intelligence Service*. Elle sera arrêtée par les Allemands le 20 octobre 1915 près de Tournai et condamnée à mort le 16 mars 1916 à Bruxelles, puis sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Détenue pendant trois ans, elle mourra le 27 septembre 1918 à l'hôpital Sainte-Marie de Cologne, des suites d'un abcès pleural mal opéré.

Quant aux mouvements féministes les plus radicaux et ouvertement pacifistes, très minoritaires, ils seront largement censurés dans les trois pays sur lesquels porte le colloque, même si quelques femmes – plus nombreuses peut-être en Allemagne – comme en France Gabrielle Duchêne, Madeleine Rolland (la sœur de l'écrivain), Hélène Brion[12] et Louise Saumoneau par exemple, appellent à l'arrêt des combats et à la paix. Ce mouvement s'amplifiera en 1917 après la boucherie du Chemin des Dames, les premières mutineries de soldats et les grèves du printemps. Mais le mouvement féministe pacifiste restera très marginal.

## La persistance d'une approche traditionaliste du rôle des femmes

Même si, dans ces temps de guerre, l'engagement des femmes est massif – Françoise Thébaud parle de « La France féminine » –, l'approche traditionnelle de leur place dans la société se maintiendra tout au long de ces quatre années. Les « marraines de guerre » symboliseront le rôle « naturel » de mère, de même que les jeunes infirmières, ces « anges blancs » soignant les soldats blessés et censées leur apporter douceur et consolation. Les autres, on l'a vu, ne seront jamais que

« les remplaçantes » des hommes. Enfin, à l'autre bout du spectre, les prostituées, volontaires ou forcées, « travaillent » sans relâche dans les lupanars de la zone des camps. Dans les villes, les « maisons de tolérance » deviennent un « business » florissant.

Au retour des hommes de cette guerre meurtrière, qui a bouleversé le rapport femme/homme et peut-être marqué le début de la marche des femmes vers leur émancipation, l'ordre établi a vite repris ses droits et avec lui la prééminence du rôle traditionnel des femmes. D'autant que, notamment en France, le gouvernement va engager une intense politique nataliste pour repeupler le pays.

Toutefois, un mouvement a été lancé, dont la première manifestation sera le droit de vote accordé à la plupart des Européennes (pour celles qui ne l'avaient pas encore<sup>[13]</sup>), notamment aux Allemandes et aux Anglaises en 1919, à l'exception notable des Françaises qui devront attendre 1944<sup>[14]</sup>. Une seconde manifestation d'une évolution sourde est la simplification de la façon de se vêtir des femmes : disparition du corset, raccourcissement des jupes, cheveux courts notamment (on a pu ainsi parler d'une coupe « à la garçonne »<sup>[15]</sup>). Ce sont surtout les jeunes filles qui, dorénavant, peuvent poursuivre des études universitaires et les jeunes femmes qui ont travaillé dans le secteur tertiaire (infirmières) qui vont le plus bénéficier de ces avancées encore limitées. Mais chaque femme aura vécu la guerre et les années qui vont suivre de façon différente, si ce n'est que ces temps de conflit sont toujours particulièrement difficiles pour toutes les femmes<sup>[16]</sup>.

## Une conquête de l'égalité « silencieuse » ?

Le colloque réunira trois historiennes, allemande, britannique et française, pour évoquer « Les femmes au temps de la guerre de 14 » (pour reprendre le titre du livre de Françoise Thébaud), ce qu'elles ont fait, ce qu'elles ont subi et ce que ces quatre années inédites ont représenté pour leur émancipation dans l'ensemble des domaines de la vie sociale et particulièrement dans le travail. Sur ce dernier point, les avis sont partagés. Pour certains analystes, la guerre de 14-18, comme celle qui l'a suivie, a contribué à l'irruption des femmes dans des secteurs qui jusque-là leur étaient quasiment interdits, notamment les sphères professionnelle et politique. Pour d'autres, au contraire, la guerre a opéré une consolidation des rôles sociaux de sexe : les hommes au combat, les femmes à l'arrière les remplaçant. Si les femmes réalisent certains « progrès », l'après-guerre tentera une restauration de la division antérieure des rôles entre les femmes et les hommes. Ainsi, pour l'écrivaine française Benoîte Groult, « bien loin de subvertir l'ordre des sexes, les guerres l'ont toujours renforcé. Elles radicalisent le masculin et approfondissent le fossé entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi tous les progrès que l'on croit réaliser dans la lutte commune avec les hommes se trouvent balayés, la paix revenue. Les femmes ont toujours été flouées par les guerres

et les révolutions»[17]. Un beau débat en perspective.

Dans un deuxième temps, ce colloque sera aussi l'occasion de rappeler avec trois historiennes, là encore allemande, britannique et française, cent ans de lutte des femmes en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France pour la conquête, encore inachevée, de l'égalité et de la parité entre les sexes. Une conquête « silencieuse » au regard de l'Histoire, comme l'analyse Michelle Perrot dans son livre *Les femmes ou les silences de l'Histoire*[18], mais qui commence à sortir de l'ombre grâce au développement des recherches en sciences humaines portant sur les relations entre les sexes depuis les années 1970. Mais aussi grâce au combat des femmes elles-mêmes et de leurs associations pour faire adopter dans leur pays et au niveau européen un corpus juridique égalitaire qui, bien qu'il existe désormais pour l'essentiel en droit[19], a encore du mal à entrer dans les faits.

---

[1] Il n'est pas dans l'objet de ce bref texte introductif d'analyser les raisons du déclenchement de la guerre.

[2] Parmi eux, la Chine, la Thaïlande, l'Inde, l'Afrique du Sud.

[3] La France, particulièrement, célèbre un centenaire mondialisé, piloté par la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, dont le directeur général est Joseph Zimet. Le 14 juillet 2014 a réuni les représentants de quatre-vingts pays belligérants pour assister au traditionnel défilé militaire sur les Champs-Élysées. Ainsi a été marqué le lancement du cycle international des commémorations du centenaire international qui s'étendra sur quatre ans (2014-2018).

[4] Cf. l'ensemble des actions conduites tout au long de l'année 2014 sur [jaures2014.org](http://jaures2014.org)

[5] On peut lire dans *Ainsi nous parle Jean Jaurès (inédit)* des textes présentés par Marion Fontaine devenus des classiques. L'ouvrage est coédité par Pluriel et la Fondation Jean-Jaurès (avril 2014).

[6] Cf. le texte de l'article paru dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* le 30 décembre 1908, inséré dans l'ouvrage cité dans la note ci-dessus.

[7] La Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 2012 par le gouvernement dans la perspective de préparer et de mettre en œuvre le programme commémoratif du centenaire de la Première Guerre mondiale. Constituée de seize membres fondateurs, elle travaille sous l'autorité du secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire.

[8] Joseph Zimet, *Commémorer la Grande guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international*, rapport au président de la République, septembre 2011.

[9] Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Petite bibliothèque Payot (Histoire), octobre 2013 (préface de Michelle Perrot) ; Evelyne Morin-Rotureau, *Françaises en guerre (1914-1918)*, Editions Autrement, septembre 2013.

[10] En Angleterre, on assiste même à une organisation d'ensemble de l'effort féminin, et la substitution des femmes aux hommes y fut plus systématique qu'en France.

[11] Françoise Thébaud, *op. cit.*, 2013.

[12] Hélène Brion est institutrice, secrétaire adjointe à la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs. Suspendue en 1917 pour défaitisme, suffragisme, antimilitarisme, etc., elle comparaitra en 1918 devant le conseil de guerre et condamnée, verdict « clément », à trois ans de prison avec sursis. Elle se retrouve libre mais sans travail.

[13] Australie : 1902, Finlande : 1906, Norvège : 1913, Danemark : 1915, Suède, États-Unis, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique (pour les municipales) : 1919, Albanie, Autriche : 1920, etc.

[14] On fête aussi cette année en France le soixante-dixième anniversaire du droit de vote des femmes, accordé enfin le 21 avril 1944.

[15] Cf. l'ouvrage déjà cité de Françoise Thébaud qui raconte l'origine de ce terme et la symbolique qu'il charrie dans la France des Années folles !

[16] Depuis, de nombreuses études ont traité de la question des femmes dans les conflits armés. Le Programme d'action adopté à Beijing en 1995, lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a déterminé les conséquences des conflits armés sur les femmes comme un domaine critique requérant une action de la part des gouvernements et de la communauté internationale, tout en mettant l'accent sur la nécessité de promouvoir une participation égale des femmes à la résolution des conflits au niveau de la prise de décisions. Le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) adoptait à l'unanimité la résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité ». La résolution visait à accroître la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix. Elle appelait les États à prendre les mesures nécessaires à la protection des femmes avant, pendant et après les conflits. Elle réaffirmait que le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, et la participation des femmes sur un pied d'égalité à l'ensemble des processus décisionnels et à tous les niveaux de responsabilité constituent à la fois

des objectifs et des moyens essentiels pour prévenir les conflits, les résoudre et favoriser une culture de paix. Pourtant, et malgré un effort international important pour la mise en œuvre des préconisations de la résolution 1325, le niveau des violences à l'encontre des femmes, souvent instrumentalisées et systématisées, reste extrême.

[17] Madeleine Gagnon, *Les femmes et la guerre*, préface de Benoîte Groult, VLB éditeur, octobre 2000.

[18] Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Flammarion, octobre 1998.

[19] Même s'il peut toujours être approfondi. La France vient ainsi d'adopter une nouvelle loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, prévoyant notamment la réforme du congé parental, désormais appelé « prestation partagée d'éducation de l'enfant », afin d'inciter davantage de pères à choisir cette option. Le texte instaure aussi des obligations de parité dans un grand nombre de structures. Il met ainsi sous condition la participation des entreprises aux marchés publics en cas de non respect de la parité et entend réduire la précarité économique de certaines femmes. Le texte propose également une série de mesures contre les violences faites aux femmes, contre les mariages forcés et crée un nouveau délit général de harcèlement. Ainsi, sont introduites dans le Code de la défense des dispositions relatives aux harcèlements moral et sexuel pour les militaires.